

“ Quels moyens pour quelle décentralisation ? ”

Le thème central Après les réformes qui ont successivement affecté les pouvoirs, les structures et les compétences des autorités locales, le temps est venu d'offrir aux maires et aux présidents de communautés de réelles garanties sur les moyens, principalement financiers, dont ils pourront disposer pour assumer pleinement leurs responsabilités et sur la liberté qu'ils auront de les mobiliser.

Les incertitudes qui pèsent sur le remplacement de la taxe professionnelle, sur la mise en œuvre du principe constitutionnel de péréquation et sur l'évolution des concours de l'Etat, rendent cette démarche particulièrement nécessaire et urgente.

Elle s'impose aussi pour mieux définir et organiser les ressources humaines susceptibles de renforcer la capacité d'expertise et de gestion des élus communaux et intercommunaux et favoriser le développement de l'administration électronique.

Lundi 15 novembre 2004

Réunion annuelle des maires d'Outre-mer à l'Hôtel de Ville de Paris

Matin. 9h30-12h30

- Ouverture par MM. Bertrand Delanoë, maire de Paris, et Daniel Hoeffel, président de l'AMF.
- Séance plénière : « **Après la pérennisation de l'octroi de mer, en quoi les réformes en cours (dotations de l'Etat, taxe professionnelle), peuvent-elles mieux répondre aux problèmes spécifiques de l'Outre-mer ?** »

Après-midi. 14h30-17h30

- Séance plénière : En collaboration avec l'Association des

communes d'Outre-mer et en présence de M. Léon Bertrand, ministre délégué au Tourisme.

- **TOURISME ET DÉVELOPPEMENT DURABLE : « Comment concilier le développement du tourisme, créateur d'emplois, avec la préservation du patrimoine naturel ? »**
- **AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : « Quels outils (SCOT, Fonds régional de développement économique, établissements publics fonciers, ...) et quelles attentes ? »**

Clôture par Mme Brigitte Girardin, ministre de l'Outre-mer.

Mardi 16 novembre 2004

PARIS EXPO – PORTE DE VERSAILLES

Matin

9h30 à 11h30 (Auditorium)

- Séance dédiée aux maires des communes rurales.
- « **Comment offrir un niveau et une qualité de service équivalents à ceux des villes tout en prenant en compte les situations d'exclusion ?** »

Débat animé par M. Jean-Claude Frécon, maire de Pouilly-lès-Feurs (42) et M. Paul Durieu, maire de Camaret-sur-Aigues (84), respectivement président et rapporteur de la commission des communes rurales de l'AMF avec la participation de MM. Gérard

Pelletier, maire de Raze (70), président de l'AMRF, Norbert Gisch, maire de Nohfelden, représentant de l'Association des villes et communes allemandes, Manuel Pérez Castell, maire d'Albacete, représentant de la Fédération des municipalités et provinces espagnoles.

- Table ronde sur l'exclusion en milieu rural animée par M. Olivier Picard, éditorialiste aux Dernières Nouvelles d'Alsace, *avec la participation* de Mme Nelly Olin, ministre déléguée à la Lutte contre la précarité et l'exclusion, Mme Maud Tallet, présidente de la commission cohésion sociale de l'AMF, MM. Durieu et Frécon, M. Denis René Valverde (FNARS), Mme Jeannette Gros (MSA), M. Thierry Dalien (FNFR).

À partir de 11h30 (Auditorium)

- Intervention de **M. Jean-Louis Borloo**, ministre de l'Emploi, du Travail et de la cohésion sociale, sur le plan national de cohésion sociale.

Salon des maires et des collectivités locales

11h30 à 13h00. Inauguration par MM. **Christian Poncelet**, président du Sénat, **Jacques Guy**, président du groupe Moniteur, **Daniel Hoeffel**, président de l'AMF et **André Laignel**, secrétaire général de l'AMF.

Après-midi. (Auditorium)

14h30 à 16h30

Assemblée générale statutaire

- Présentation du rapport financier par **M. Michel Charasse**, trésorier général de l'AMF.
- Présentation du rapport d'activité par **M. André Laignel**, secrétaire général de l'AMF.
- Interventions des candidats à la présidence de l'AMF.

16h30 à 18h00

Séance solennelle d'ouverture

- Accueil par **M. Bertrand Delanoë**, maire de Paris.
- Intervention de **M. Daniel Hoeffel**, président de l'AMF.
- Intervention de **M. Jean-Pierre Raffarin**, Premier Ministre.

19h00

- Réception à l'Hôtel de Ville de Paris par **M. Bertrand Delanoë**.

Mercredi 17 novembre 2004

8h00-14h30

Sans interruption, vote sur le rapport d'activité et l'élection du président de l'AMF, du bureau et du comité directeur.

16h30-19h00

Vote pour le 2^e tour éventuel pour l'élection du président de l'AMF.

Matin

9h30 à 12h30 (Auditorium)

FINANCES : « La taxe professionnelle : faut-il la remplacer et par quoi ? »

« Comment définir une nouvelle assiette et déterminer des règles de fixation de taux qui permettent tout à la fois de maintenir le lien fiscal nécessaire entre les activités économiques et les territoires et de garantir aux communes et aux EPCI un niveau et une évolution de ressources équivalents à ceux provenant de la taxe professionnelle ? Faut-il que tous les niveaux des collectivités territoriales bénéficient comme actuellement d'un impôt économique ? »

Débat animé par MM. **Philippe Laurent**, maire de Sceaux (92) et **Pascal Buchet**, maire de Fontenay-aux-Roses (92), respectivement président et rapporteur de la commission des finances de l'AMF.

Interventions de MM. **Jacques Pélessard** et **André Laignel**.

Avec la participation de MM. **Wolfgang Schuster**, maire de Stuttgart, représentant de l'Association des Villes allemandes, **Luigi Ricca**, maire de Bollengo, représentant de l'Association nationale des communes italiennes, **Philipe Marini**, rapporteur de la commission des finances du Sénat.

Salle 42. L'ÉCOLE : « Quelle implication pour les communes ? »

« Les rapports étroits que les communes entretiennent avec leur

école, les contributions qu'elles lui apportent à travers de multiples partenariats, ces partenariats eux-mêmes, devront-ils être modifiés et dans quel sens ? Les communes devront-elles et pourront-elles s'impliquer autrement et davantage pour favoriser la réussite scolaire et l'égalité des chances ? »

Débat animé par MM. **Jean Germain**, maire de Tours (37) et **Pierre-Yves Jardel**, maire de Orbais-l'Abbaye (51).

Avec la participation de **M. Claude Thelot**, président de la commission du débat national sur l'école.

Et l'intervention attendue de **M. François Fillon**, ministre de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur, et de la recherche.

Salle Europe. LA LUTTE CONTRE L'EFFET DE SERRE :

« Que peuvent faire les communes ? »

« En s'engageant dans la lutte contre les changements climatiques et en particulier en faveur d'une réduction des émissions de gaz à effet de serre sur leur territoire, les collectivités locales peuvent réaliser des économies substantielles, améliorer le cadre de vie de leurs habitants et contribuer à la diffusion de pratiques éco-responsables. »

Débat animé par MM. **Denis Merville**, maire de Sainneville (76) et **Michel Bourgain**, maire de l'Île-Saint-Denis (93) respectivement président et rapporteur de la commission environnement et développement durable de l'AMF.

Avec l'intervention de **Mme Michèle Pappalardo**, présidente de l'ADEME.

10h00 à 12h00

Salle 41. MARCHÉS PUBLICS : « Comment assurer la publicité et la mise en concurrence en dessous des seuils ? »

État des textes, publicité par Internet, etc...

Débat animé par MM. **Paul Durieu**, maire de Camaret-sur-Aigues (84), et **Christophe Rouillon**, maire de Coulaines (72).

Avec la participation de M. Jérôme Grand d'Esnon, directeur des Affaires juridiques au ministère des Finances.

Après-midi. 14h30 à 17h30 (Auditorium)
INTERCOMMUNALITÉ : « Quelles perspectives d'évolution » ?

« Avec la loi relative aux libertés et aux responsabilités locales, les élus sont désormais en mesure de faire évoluer l'intercommunalité. Jusqu'où et à quelles conditions entendent-ils se saisir des possibilités qu'elle leur offre de rationaliser les périmètres de coopération, de renforcer les liens institutionnels et financiers nécessaires entre les communes et communautés, et d'exercer ensemble de nouvelles compétences ? »

Débat animé par MM. Jacques Pélissard, maire de Lons-le-Saunier (39), 1^{er} vice-président de l'AMF et Yves Goasdoué, maire de Flers (61), respectivement président et rapporteur de la commission intercommunalité de l'AMF.

Avec la participation de MM. Marc Censi, président de l'ADCF et Pierre Mauroy, président de l'ACUF.

Intervention de M. Jean-François Copé, ministre délégué à l'Intérieur, auprès du ministre de l'Intérieur, de la Sécurité intérieure et des Libertés Locales.

Salle 42. ENVIRONNEMENT : « Quels nouveaux enjeux dans le domaine de l'eau et des déchets ? »

« Plusieurs projets de loi concernant l'environnement vont être soumis au Parlement. Le projet de loi « Eau » devrait notamment réformer en profondeur le système des redevances de bassin, et modifier sensiblement le paysage institutionnel. D'où une nécessaire vigilance. Dans le domaine du financement de l'élimination des déchets, au-delà de la modernisation de la TOM vers une meilleure prise en considération du service rendu, il faut favoriser le principe de l'intégration dans le prix de vente du produit du coût de son élimination future. De ce point de vue les déchets d'équipements électriques et électroniques constituent un enjeu majeur.»

Débat animé par MM. Denis Merville et Michel Bourgain.

Avec la participation de M. Jean-Pierre Rideau, directeur de l'Eau au ministère de l'Écologie et du développement durable, et de M. Gérard Miquel, sénateur du Lot.

Intervention attendue de M. Serge Lepeltier, ministre de l'Écologie et du développement durable.

Salle 41. ADMINISTRATION ÉLECTRONIQUE : « Comment maîtriser sa mise en place ? »

« Que ce soit pour les citoyens, les entreprises, les administrations et au sein même de la commune, l'administration électronique locale est en marche. Quelles sont ses nouvelles pratiques ? Comment les communes et les intercommunalités peuvent-elles s'organiser pour en tirer le meilleur parti ? Comment limiter les coûts ? Quelles économies et bénéfices en attendre ? »

Débat animé par M. Dominique Caillaud, maire de Saint-Florent-des-Bois (85), président du groupe de travail TIC de l'AMF avec l'intervention de M. Alain Risson, maire de Gluiras (07).

Avec la participation attendue de M. Eric Woerth, secrétaire d'État à la Réforme de l'État, auprès du ministre de la Fonction publique et de la Réforme de l'État.

Salon. TÉLÉVISIONS LOCALES

Réunion de travail sur les télévisions locales après le vote de la loi sur les communications électroniques et audiovisuelles.

Rencontre animée par MM. André Laignel et Gérard Baumel, maire de Cereste (04).

Salle Europe. Réunion des communes touristiques. « Développement touristique, aménagement du territoire et partenariat public/privé ».

Débat animé par MM. Didier Borotra, maire de Biarritz (64), président de l'Association Nationale des maires des stations classées et des communes touristiques et Jean-Pierre Dufau, maire de CapBreton (40).

Intervention de M. Léon Bertrand, ministre délégué au Tourisme.

Jeudi 18 novembre 2004

8h00-12h00

Vote pour l'élection du président de l'AMF (suite du second tour).

Matin

9h30 à 12h30 (Auditorium)

FINANCES : « Les concours financiers de l'Etat. Quelle péréquation ? »

« Comment la réforme des concours financiers de l'Etat peut-elle à la fois assurer aux communes une stabilité de leurs ressources, réduire les écarts de dotations, garantir un financement

régulier de l'intercommunalité et développer la péréquation ? La simple reconduction en l'état du contrat de croissance et de solidarité est-elle suffisante ? Ne faut-il pas retenir de nouveaux éléments d'indexation ? Au-delà des écarts de richesse, ne doit-on pas prendre en compte aussi l'importance des charges ? »

Débat animé par MM. Philippe Laurent et Pascal Buchet.

Avec les interventions de MM. Jacques Pélissard et André Laignel, et de M. Philippe Valletoux, vice-président du directeur de Dexia Crédit Local.

Avec la participation de MM. Michel Charasse, sénateur-maire de Puy Guillaume (63), Gilles Carrez, député-maire de Le Perreux (94), rapporteur de la commission des Finances de l'Assemblée

nationale, **Didier Migaud**, député-maire de Seyssins (38), président du Comité des Finances Locales.

Intervention de **M. Nicolas Sarkozy**, ministre d'État, ministre de l'Économie, des finances et de l'industrie.

Salle 42. « Comment faciliter le recrutement et améliorer la formation des agents des communes et des communautés ? »

« Les difficultés rencontrées actuellement par les communes et les communautés dans certains secteurs et pour certains emplois risquent de s'aggraver avec l'important mouvement des départs à la retraite qui se produira dans les prochaines années. S'il apparaît indispensable de favoriser de nouveaux modes d'accès aux emplois publics et de faire évoluer les règles statutaires, faut-il pour autant renoncer au principe du concours ? »

Débat animé par **Mme Françoise Descamps-Crosnier**, maire de Rosny-sur-Seine (78), **Mme Françoise Nicolas**, maire de Vandœuvre-les-Nancy (54) respectivement présidente et rapporteure du groupe de travail fonction publique territoriale de l'AMF.

Interventions de **M. André Rossinot**, président du CNFPT et **Bernard Derosier**, président du CSFPT.

Avec la participation attendue de **M. Renaud Dutreil**, ministre de la Fonction publique et de la réforme de l'État.

Salle Europe. Plan national de Cohésion sociale : « Jusqu'où les villes peuvent-elles s'engager en matière de logement et d'emploi ? »

« Le Plan de cohésion sociale et le projet de loi de programmation fixent aux acteurs publics et privés des objectifs ambitieux en matière d'insertion, d'accès à l'emploi et de production de logements sociaux, s'ajoutant pour ces derniers, à ceux arrêtés par la loi sur le renouvellement urbain.

La réussite de ces objectifs repose en partie sur l'engagement des villes dans les nouveaux dispositifs auxquels elles peuvent s'associer ou dont elles peuvent se saisir. Sont-elles en mesure de le faire et à quelles conditions ? »

Débat animé par **MM. François Rebsamen**, maire de Dijon (21) et **Jean-Jacques Pignard**, maire de Villefranche-sur-Saône (69)

respectivement président et rapporteur de la commission des villes et des territoires urbains de l'AMF.

Avec la participation attendue de **MM. Gérard Larcher**, ministre délégué aux Relations du travail et **Marc-Philippe Daubresse**, secrétaire d'État au Logement.

12h30 à 14h30

- Déjeuner offert par Dexia Crédit Local.

Après-midi (Auditorium)

14h30 à 15h30

Table ronde : « La prévention de la délinquance : quel rôle pour le maire ? »

Participants : **M. Jean-Pierre Balduyck**, maire de Tourcoing (59) et **Jean-Marie Vanlerenberghe**, maire d'Arras (62), président de la communauté urbaine d'Arras, **Alexandre Tchernoff**, maire de De Bilt, représentant de l'Union nationale des communes des Pays-Bas et **Mme Sue Bolam**, conseillère municipale de Alnwick District Council et représentante de l'Association des autorités locales anglaises.

Les débats seront animés par **M. Jean Dumonteil**, directeur du département collectivités locales du Groupe Moniteur.

15h30 à 16h00

- Présentation de la résolution générale du 87^e Congrès par le secrétaire général de l'AMF.

16h00 à 17h00

- Intervention de **M. Dominique de Villepin**, ministre de l'Intérieur, de la Sécurité intérieure et des Libertés Locales.

17h00

- Clôture du Congrès par le président de l'AMF.

17h30

- Réception offerte par le Bureau et le président de l'AMF.

Pendant toute la durée du Congrès, la mission Intercommunalité de l'AMF sera à la disposition des présidents de communautés dans la salle qui leur est spécialement dédiée.

RAPPEL

CALENDRIER DES OPÉRATIONS DE VOTE

- **1^{er} tour de scrutin.** Mercredi 17 novembre 2004 de 8h00 à 14h30 :

- vote sur le rapport d'activité
- élection des membres du comité directeur de l'AMF (scrutin de liste)
- élection des membres du bureau de l'AMF (scrutin de liste)
- élection du président de l'AMF

- **2^e tour de scrutin** (éventuellement). Mercredi 17 novembre 2004 de 16h30 à 19h00 et jeudi 18 novembre 2004 de 8h00 à 12h00 :

- élection du président de l'AMF

L'attention des votants est appelée sur la possibilité qui leur est offerte de voter pour le second tour de l'élection du président dès le mercredi de 16h30 à 19h00.